

ANNEXE AU CCAP  
Sur les clauses d'insertion sociale

Marché AOO Caf 35 n°08-2024

**PRESENTATION DES MODALITES D'APPLICATION  
DE LA CLAUSE D'INSERTION SOCIALE PREVUE AU CCAP**

## PREAMBULE

Le dispositif de la clause sociale tel qu'il est décrit dans la présente annexe concerne les lots n°1 à 10.

La Caf ou l'IOSS de Rennes, ci-après appelée le donneur d'ordre, s'inscrit dans un engagement social et souhaitent s'appuyer sur la commande publique pour participer à la lutte contre l'exclusion des personnes éloignées de l'emploi. Dans ce cadre, le donneur d'ordre a intégré le dispositif de la clause d'insertion sociale dans son marché de nettoyage, en vue de favoriser l'accès à l'emploi des personnes en difficultés d'insertion professionnelle.

A ce titre, le donneur d'ordre a sollicité l'appui conseil des facilitateurs des territoires concernés, répartis par zone géographique et portés par différentes structures, pour l'accompagner dans cette démarche et l'aider à suivre l'action d'insertion réalisée par l'entreprise attributaire.

Ainsi, ce marché intègre un dispositif d'insertion socioprofessionnelle de publics éloignés de l'emploi, en application des dispositions des articles L2112-2 à L2112-4 du code de la commande publique, dont les conditions d'exécution sont détaillées au présent document.

### 1) L'engagement d'insertion

Les entreprises qui soumissionnent aux lots concernés par une obligation d'insertion s'engagent à réaliser une action d'insertion au bénéfice de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle – les critères d'éligibilité sont précisés au point 4 de cette annexe.

La liste des lots concernés par une obligation d'insertion est définie au CCAP Chapitre 8 Clause sociale d'insertion Article 26. Principe de la clause sociale d'insertion.

Cet engagement sera formalisé dans l'acte d'engagement (ATTRI 1)

### 2) L'accompagnement de l'action

Le donneur d'ordre a décidé de s'appuyer sur le facilitateur de la clause sociale d'insertion, qui agit par délégation du maître d'ouvrage pour assurer le suivi et le contrôle du dispositif.

Dès sa notification, chaque entreprise adjudicataire s'engage à contacter le facilitateur correspondant (voir liste ci-après) et désigne un interlocuteur « Insertion ».

#### Rôle du facilitateur :

- Accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...)
- Venir en appui dans le choix de la modalité d'exécution de la clause sociale d'insertion. Ses prérogatives n'empiètent nullement sur le principe juridique du libre choix de l'entreprise
- Prioriser l'embauche du vivier clause (public déjà en parcours "Clause"), dans la mesure où leurs compétences correspondent aux postes à pourvoir
- Soutenir le choix de l'embauche directe, en accompagnant l'entreprise dans la recherche de profils, en diffusant l'offre d'emploi de l'entreprise auprès de l'ensemble des partenaires prescripteurs sur

la clause

- Quelle que soit la modalité d'exécution choisie et en amont de la prise de poste effective, chaque profil proposé devra être validé administrativement par le facilitateur
- Garantir la bonne mise en œuvre du dispositif pour le compte du maître d'ouvrage, mettre en place des procédures de suivi, de contrôle et d'évaluation
- Accompagner l'entreprise tout au long du marché, et être en appui en cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la clause
- Editer à sa demande une attestation de réalisation d'heures ; ***toute attestation de réalisation d'heures d'insertion émanant d'une autre structure est irrecevable auprès du donneur d'ordre.***

#### Liste des facilitateurs mobilisés

##### Caf du Finistère (29)

- Christelle AMBERLIN – Cheffe de projet Clause d'Insertion Sociale – 02.98.42.78.78 (ligne directe) – [c.amberlin@defisemploi.bzh](mailto:c.amberlin@defisemploi.bzh)
- Magalie LE CORRE – Chargée de mission Clause d'Insertion Sociale – 02.98.42.79.80 (ligne directe) – [m.lecorre@defisemploi.bzh](mailto:m.lecorre@defisemploi.bzh)
- Tancrede CHAUVIERE – Chargé de mission Clause d'Insertion Sociale – 02.21.81.01.61 (ligne directe) – [t.chauviere@defisemploi.bzh](mailto:t.chauviere@defisemploi.bzh)

DEFIS EMPLOI PAYS DE BREST

1, RUE Louis Pidoux

29200 BREST

Tél : 02.98.42.08.24

##### Caf du Morbihan (56)

- Pour les sites situés sur la commune de Lorient et Lannester :

**Geoffrey ARMENOULT**

Facilitateur de Clauses Sociales

Mission Locale du Pays de Lorient

9bis Place François Mitterrand

56100 - Lorient

02 97 21 42 05

06 08 49 13 26

[g.armenoult@mllorient.org](mailto:g.armenoult@mllorient.org)

- Pour les site de Pontivy, Auray, Brech, Ploermel et Vannes :

Ivan LOUËR

Fédération des Entreprises d'Insertion Morbihan

06.22.80.85.49

[i.louer@lesentreprisesdinsertion.org](mailto:i.louer@lesentreprisesdinsertion.org)

##### Caf des Côtes d'Armor (22)

Sandrine LOUARN

Facilitatrice de la Clause Sociale d'Insertion État/Région

Direction Finances et Juridique  
Service Commande Publique  
Département des Côtes d'Armor  
Poste : 02 96 62 50 38  
Portable 07 60 97 52 97  
[Sandrine.LOUARN@cotesdarmor.fr](mailto:Sandrine.LOUARN@cotesdarmor.fr)

### CAF de l'Ille et Vilaine et UIOSS 35 (35)

Céline Kerzerho  
Facilitatrice des clauses sociales  
[c.kerzerho@atoutclauses.fr](mailto:c.kerzerho@atoutclauses.fr)  
02 30 96 67 28 - 07 82 53 22 43

### Sud-manche et Centre Manche

Contact : **Facilitatrice clauses sociales, Caroline SAUVAGE**  
Conseil Départemental de la Manche,  
50500 SAINT LO  
Tél : 02 33 77 16 95 – 06 09 09 91 33 – Courriel : [caroline.sauvage@manche.fr](mailto:caroline.sauvage@manche.fr)

### Nord-Manche

Contact : **Facilitatrice des clauses sociales, Véronique SUEUR**  
Maison de l'Emploi et de la Formation  
1 rue d'Anjou – BP81 50130 CHERBOURG-EN-COTENTIN  
Tél : 02 33 01 64 53 Courriel : [vsueur@mef-cotentin.com](mailto:vsueur@mef-cotentin.com)

### Eure

- Pour le site d'Evreux :

#### **Nathalie Le Fléouter**

Facilitatrice des clauses Sociales – Direction Attractivité Economique Emploi et Formation  
Agglomération Evreux Portes de Normandie  
Tél : 02 32 60 60 96 / Port : 06 01 02 64 82

- Pour le site de Bernay et Vernon:



[laurence.jarry@eure.fr](mailto:laurence.jarry@eure.fr)

- Pour le site de Louviers :

#### **Fabienne Lewin-Cours**

Chargée de Mission Insertion Professionnelle  
Mission Equité Citoyenneté  
Direction des Cohésions Territoriales  
02 32 50 89 41 06.72.91.13.23  
[Fabienne.Lewin-Cours@seine-eure.com](mailto:Fabienne.Lewin-Cours@seine-eure.com)

### 3) Suivi et contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion sur lesquelles le titulaire s'est engagé.

Le donneur d'ordre informe chaque facilitateur de la date de réunion de lancement dans un délai de prévenance de 5 jours minimum, afin de lui permettre le cas échéant d'y participer, et lui transmettra d'autre part le compte-rendu de cette réunion.

Le facilitateur participera à la réunion annuelle de bilan sur invitation de la Caf. Il fera le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause. Pour rappel, cette réunion est à l'initiative de la Caf. Elle aura lieu avant le terme de chaque année. Un délai de prévenance de deux semaines est accordé.

A la demande du donneur d'ordre, chaque adjudicataire devra fournir, dans le délai qui lui sera imparti, les renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action par le facilitateur. Ces éléments seront définis par chaque facilitateur.

Le défaut d'information entraîne l'application d'une pénalité (voir article relatif sur les pénalités du CCAP).

Le prestataire qui rencontre des difficultés pour assurer le suivi de son engagement sur la durée du contrat, doit en informer le maître d'ouvrage et le facilitateur sous huitaine, par courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans ce cas, le donneur d'ordre étudiera avec lui et le facilitateur les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs fixés.

Un bilan négatif c'est-à-dire la non-réalisation du volume d'heures d'insertion, imputable à l'entreprise, par rapport au contenu de l'offre entraînera une pénalité (voir article relatif sur les pénalités du CCAP).

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CCAG.

#### **Traitement de données à caractère personnel**

Afin de répondre à ses obligations en matière d'insertion socioprofessionnelle découlant du présent contrat, le titulaire est amené, durant la durée du marché, à collecter des données personnelles concernant les personnes éligibles à ce dispositif. Ces données devront être transmises, selon les modalités définies entre les parties, à la Caf, à des fins de contrôle de l'éligibilité des bénéficiaires, et à des fins de statistiques anonymisées.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement européen n° 2016/679 du 27 avril 2016, dit règlement général sur la protection des données (RGPD).

En application de ces dispositions, le titulaire doit s'assurer de la sécurité et de la confidentialité de ces données, et a notamment la responsabilité d'informer les personnes employées ou susceptibles d'être employées, ainsi que les personnes embauchées ou susceptibles d'être embauchées directement par lui, des dispositions prévues audit règlement (notamment en ce qui concerne la collecte, la transmission, le destinataire, la conservation, le traitement, l'accès et la rectification des données personnelles). En cas de recours à un intermédiaire pour l'emploi ou l'embauche des personnes

éligibles (notamment le recours à une entreprise d'intérim, un sous-traitant, une structure de l'insertion par l'activité économique, un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification), le titulaire doit s'assurer que cet intermédiaire assure auprès des personnes concernées l'information relative à l'application du règlement européen n° 2016/679 du 27 avril 2016.

Le titulaire s'engage également à répondre aux éventuelles demandes des personnes bénéficiaires du dispositif, souhaitant exercer leur droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement, de portabilité des données personnelles les concernant, ainsi que le droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris profilage).

## 4) Les publics concernés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, devra pour l'exécution du marché, intégrer dans son offre une action d'insertion professionnelle visant à promouvoir l'emploi de personnes considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques de l'emploi.

Sont éligibles à la clause sociale d'insertion et de promotion de l'emploi les personnes répondant au moins à l'un des critères suivants :

### **1.1. Les personnes recrutées et/ou accompagnées, en parcours d'insertion dans une structure reconnue par l'Etat :**

- a) Personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT
- b) Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
  - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
  - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- c) Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée
- d) Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C), les plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE)
- e) Personnes en parcours d'insertion au sein des Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)
- f) Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire

### **1.2. Les personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :**

- a) Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois)
- b) Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi
- c) Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- d) Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité

- e) Demandeurs d'emploi de moins de 26 ans quel que soit son niveau d'étude, diplômés ou sans qualification, et justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
- f) Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans)
- g) Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes
- h) Demandeurs d'emploi, domiciliés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville
- i) Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- j) Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Afin de prévenir toute difficulté d'exécution, l'éligibilité doit être vérifiée, préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion, par le facilitateur mandaté dans les pièces de marché (cf. Point 6 Liste des facilitateurs mobilisés). **Toute attestation d'éligibilité émanant d'une autre structure est irrecevable.**

En cas de non-validation de l'éligibilité avant la mise en emploi, les entreprises sont informées que les heures afférentes au contrat de travail ne seront pas valorisées au titre de la clause sociale d'insertion.

**RAPPEL IMPORTANT** L'éligibilité d'un candidat à la clause sociale d'insertion est déterminée non pas par la typologie du contrat de travail, mais par la liste des publics éligibles, rédigée au CCAP du marché ; l'éligibilité s'apprécie donc par marché, et non de manière globale sur le dispositif.

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, notamment les GEIQ, les ETTI, et associations poursuivant le même objet, avec la mise en œuvre d'un accompagnement socio-professionnel

## 5) Les modalités de mise en œuvre

L'entreprise titulaire du marché réserve une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

### 1ère modalité :

L'embauche directe dans l'entreprise.

### 2ème modalité :

La mise à disposition de salariés. Dans ce cas, l'entreprise est en relation avec un organisme qui met à sa disposition des salariés en parcours d'insertion, durant la durée du marché.

Il peut s'agir :

- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion,
- D'une Entreprise Adaptée de Travail Temporaire,
- D'un Groupement d'Employeur pour l'Insertion et la Qualification GEIQ,
- D'une association intermédiaire, pour une mise à disposition inférieure à 240 heures par an et par personne,
- D'une structure équivalente, à vérifier le cadre juridique auprès du facilitateur.trice.

### 3ème modalité :

Le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion ou Entreprise Adaptée, une structure équivalente, à vérifier le cadre juridique auprès du facilitateur.trice.

A noter qu'il existe des structures d'insertion dans les territoires concernés, spécialisées dans le domaine de l'entretien des locaux. Vous pouvez d'une part mettre en place une co-traitance vous permettant de répondre à la clause d'insertion ou vous appuyer sur ces structures pour vous proposer un vivier de candidats sur vos postes à pourvoir : à titre d'exemples dans le Morbihan, Alesi sur Lanester, Atout services sur Vannes, ...

Les modalités de mise en œuvre seront définies en lien avec les facilitateurs concernés, avant le démarrage de la prestation.

L'entreprise titulaire s'engage à adresser à la Caf et aux facilitateurs concernés, au plus tard un mois après le début d'exécution du marché, une attestation de l'organisme d'insertion précisant le nombre d'heures engagées ou le nombre d'emplois générés en Equivalent Temps Plein (dans le cadre de la mise à disposition ou des prestations sous-traitées ou co-traitées).

## 6) Durée d'éligibilité / comptabilisation des heures d'insertion dans le cadre du marché public

Durée d'éligibilité : il s'agit bien ici d'évoquer la durée d'éligibilité des personnes au marché public (et non d'une durée d'éligibilité au dispositif de la clause en général) ; à compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché, reste éligible au dispositif des clauses sociales sur ce marché, pour une durée de **24 mois**.

En cas d'embauche directe en CDI (Contrat à Durée Indéterminée), durant le parcours clause ou en continuité de celui-ci, la période clause de valorisation des heures est prolongée de 12 mois, à compter de la fin de parcours prévue initialement. La période clause passe ainsi de 24 à **36 mois**.

### Comptabilisation des heures

*Règle générale* : sont valorisables en heures d'insertion, les heures effectivement travaillées et les heures de formation réalisées dans le cadre du contrat de travail.

### *Cas particuliers*

- **Les périodes de formation ou de stage antérieures au contrat de travail**, ne sont pas valorisables, sauf si elles s'inscrivent en continuité à un contrat de travail ; dans ce cas, la valorisation des heures intervient dans une limite de 10 % des heures d'insertion réalisées dans le cadre du marché.
- **Intempéries** : dans le cas où le salarié s'est déplacé sur chantier et a été renvoyé chez lui pour la journée (ex : forte pluie la nuit ou en cours de journée qui nécessite le renvoi ponctuel du personnel) : on comptabilise les heures de la journée à hauteur de 7 heures. Dans le cas d'une intempérie plus longue et prévisible (chutes de neige, gel important) qui interrompt le travail quelques jours voire une à plusieurs semaines, on ne comptabilise pas les heures de travail. Les heures d'insertion restent à réaliser.
- **En cas d'arrêt maladie** : on comptabilise les heures sur les embauches directes uniquement, pas de valorisation pour les contrats de mise à disposition
- **En cas de d'accident de travail**, on comptabilise les heures qui auraient dues être réalisées sur l'intervalle des dates du contrat.
- **Absences** : en cas d'absence injustifiée, on ne comptabilise pas les heures ; en cas d'absence pour visite médicale liée à l'emploi, on comptabilise les heures.
- **Jours fériés** : les heures non travaillées payées au titre des jours fériés sont comptabilisées.
- **Congés payés** : on comptabilise les heures sur les embauches directes uniquement, pas de valorisation pour les contrats de mise à disposition



**POINT DE VIGILANCE** : dans tous les cas, la comptabilisation des heures ne peut intervenir que dans l'intervalle temporel d'un contrat public clausé.